

**INTERSYNDICALE BNF
CGT – FSU – SUD**

**8 OCTOBRE : LA BNF ET SES PERSONNELS
DANS L'ACTION ET EN GRÈVE**

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent l'ensemble des agents de la Fonction publique à se mobiliser avec les salarié-es du secteur privé, dans l'action interprofessionnelle du 8 octobre 2015.

⇒ **Ensemble pour les salaires !**

Sur le pouvoir d'achat, la Fonction publique est pénalisée par les politiques d'austérité après plus de cinq ans de gel de la valeur du point d'indice ! **Ces pertes de salaires sont inédites pour tous les agent-e-s des trois versants de la Fonction publique, et ce quelle que soit leur catégorie.**

Il est donc légitime de revendiquer un rattrapage des pertes subies (-14% depuis 2000) par rapport à l'augmentation des prix et l'ouverture immédiate de négociations salariales.

⇒ **Ensemble pour l'emploi !**

Les cadrages budgétaires pour l'année 2016 confirment la poursuite des suppressions d'emplois dans un grand nombre de secteurs de la Fonction publique. Hormis les administrations définies comme prioritaires, les suppressions de postes s'aggravent.

De ce fait, l'exercice de missions de service public est mis à mal, la précarité des non-titulaires perdure et les conditions de travail des agents se dégradent. Nous revendiquons la fin des suppressions d'emplois et les créations dans les meilleurs délais des emplois statutaires nécessaires pour répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire et pour permettre la titularisation des précaires.

⇒ **POUR NOS SALAIRES**

⇒ **POUR NOS EMPLOIS**

⇒ **POUR NOS MISSIONS**

⇒ **CONTRE L'AUSTÉRITÉ**

⇒ **Ensemble pour les services publics !**

Nous exigeons des services publics de qualité répondant aux besoins des usagers et usagères sur l'ensemble du territoire. Les réformes territoriales ne seront pas sans conséquences négatives pour les personnels en termes de mobilité, de suppressions d'emplois, de transferts de missions et de dégradation des conditions de travail. Le projet de loi santé est également porteur de graves menaces sur la qualité du service public.

⇒ **Ensemble avec tous les salariés-e-s !**

Enfin, comment ne pas se sentir directement concernés par les attaques contre les 35 heures, les projets inacceptables de remise en cause des garanties du Code du travail, la politique d'austérité à l'œuvre alors que de l'argent public est donné au patronat... ?

L'austérité imposée par les gouvernements successifs et pilotée par le Ministère de la culture menace l'accomplissement de nos missions. Notre expertise scientifique et technique, nos métiers et nos savoir-faire sont malmenés et dévalorisés.

La diminution historique de la subvention du Ministère de la culture se traduit pour notre établissement par une baisse atteignant près de 10 millions d'euros en 5 ans.

La politique de réduction de postes se poursuit inexorablement avec près de 260 emplois disparus depuis 2009. Pour 2015 et 2016 sont encore prévus 36 suppressions de postes tandis que la précarité perdure toujours.

⇒ **Tout cela a des conséquences graves sur les collègues et leurs missions :**

- une baisse des budgets d'acquisition, pourtant facteur essentiel d'enrichissement des collections, de -25% en 3 ans.
- des budgets de conservation en forte diminution qui ne permettent plus d'assurer une politique de conservation digne d'une bibliothèque nationale.

⇒ **Des projets contestés et coûteux qui portent préjudice aux missions pérennes et à l'accomplissement de nos métiers :**

- le réaménagement des salles de lecture Haut de jardin à Tolbiac et la nouvelle entrée Hall Est ont entraîné une dépense de près de 5 millions d'euros sans les améliorations attendues et avec les ratages que l'on connaît
- la perte du bâtiment rue Louvois pour le département de la Musique, ce qui impacte l'installation des départements dans le quadrilatère Richelieu.
- l'occupation du domaine public au bénéfice de la société Mk2 censée rapporter une redevance ridiculement faible eu égard au sacrifice consenti
- la signature d'accords de numérisation des collections conclus via la filiale BnF-Partenariats, ce qui revient à privatiser le patrimoine public pour 10 ans et à permettre à des sociétés privées de dégager des bénéfices avec la commercialisation de collections publiques
- la fermeture annuelle réduite à une semaine obligeant les équipes à travailler dans l'urgence et empêchant tout travail efficace sur les collections
- le projet de nocturne à Tolbiac alors que les plannings de service public sont toujours plus difficiles à tenir imposant les agents à multiplier les heures postées au détriment du travail interne pourtant indispensable à la mise à disposition des collections aux lecteurs

Les conséquences pour les agents sont nombreuses : dégradation des conditions de travail, surcharge de travail, précarité, perte du sens du travail et des missions, multiplication des cas de souffrance au travail. Exigeons la fin d'une politique d'austérité qui menace les missions de service public de la BnF. Exigeons des moyens financiers et en personnel titulaires à la hauteur des besoins pour accomplir pleinement nos missions. Exigeons la sortie de la précarité.

**A LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
FAISONS DU 8 OCTOBRE
UNE JOURNÉE DE GRÈVE ET DE REVENDICATIONS**

→ 8 octobre Place de la République 14h : manifestation